

Dette des pays pauvres très endettés (PPTÉ) Le G8 opte pour une annulation de 100 % !

Un mois avant sa tenue à Gleneagles (Ecosse), le sommet du G8 (France, Allemagne, Grande-Bretagne, Italie, Canada, Etats-Unis et Japon plus Russie) risque bien d'être historique.

En effet, les Ministres des finances du G8 ont approuvé le principe de l'annulation immédiate de la dette multilatérale de 18 pays pauvres, pour un montant de 40 milliards de Dollars contractée grandes institutions financières internationales.

" Un plan Marshall pour l'Afrique "

Auparavant, la Grande-Bretagne avait engagé d'importantes discussions avec ses partenaires européens et américains sur ce qui ressemble bien à un plan "Marshall" pour l'Afrique. Projet consolidé par une réduction de 100 % de la dette d'un certain nombre de pays et la possibilité de doubler l'aide publique au développement (APD) d'ici à 2010. Autrement dit mobiliser un montant de 50 milliards de Dollars pendant ces dix prochaines années.

Dans cette perspective, un appel a été même lancé aux pays producteurs de pétroles, dont la contribution serait la bienvenue ; bien qu'un pays comme l'Arabie Saoudite consacre déjà 4 % de son PIB à l'aide internationale.

Les Etats-Unis d'Amérique (USA) qui étaient réticents au départ, semble vouloir prendre le train en marche avec l'annonce du Président Bush de l'augmentation de 674 millions de Dollars de l'aide d'urgence pour l'Afrique, notamment pour faire face aux menaces de famine dans la corne de l'Afrique.

Cette initiative du G8 arrive à point nommé pour l'Afrique subsaharienne, qui, malgré les programmes d'ajustements structurels appliqués depuis des années, demeure tributaire des produits de base assujettis à une évolution défavorable des termes de l'échange et même à une perte de parts de marché. Ainsi la structure du commerce extérieur de ces pays, extravertie et très polarisée, contribue considérablement à leur endettement.

Les africains, puisqu'ils sont concernés au premier chef, ont accueilli cette nouvelle avec enthousiasme à la mesure de l'espoir qu'elle suscite auprès de millions de populations vivant dans la précarité et l'exclusion.

Mais les échos de cette initiative ont, en réalité, franchi d'autres horizons. Commentant l'annulation de la

dette des PPTÉ, Bob Geldof, rock star et militant contre la pauvreté en Afrique s'exclame : " Demain, 280 millions d'africains, pour la première fois de leur vie, se réveilleront sans me devoir, sans vous devoir un centime du fardeau de la dette qui les handicape ainsi que leurs pays depuis si longtemps ".

L'Afrique récompensée...

En effet, en vertu de l'accord conclu samedi dernier à Londres, par les pays du G8, 18 pays pourraient bénéficier de cette initiative (Bénin, Bolivie, Burkina Faso, Ethiopie, Ghana, Guyana, Honduras, Madagascar, Mali, Mauritanie, Mozambique, Nicaragua, Niger, Rwanda, Sénégal, Tanzanie, Ouganda et Zambie).

Ces pays, notons-le, ont déjà atteint les objectifs de bonne gouvernance fixés par l'Initiative des Pays Pauvres Très Endettés (PPTÉ) lancée en 1996 par la Banque Mondiale et le FMI.

La Mauritanie, avec 6 autres Etats de l'Afrique de l'Ouest, figurent en bonne place parmi 18 pays retenus dans cette première vague, tous africains et malgaches mis à part, la Bolivie, la Guyane et le Honduras.

A l'instar de ces pays, la Mauritanie avait bénéficié, quant à elle, d'un allègement très important de sa dette (conf. Nkc Info n° 782) dans le cadre de l'Initiative PPTÉ, après avoir préparé et soumis un Document de Stratégie pour la Réduction de la Pauvreté (DSRP) et défini son Cadre stratégique dans la même lancée.

Le choix de ces pays qui feront, probablement, des jaloux n'est pas fortuit et semble dicté, logiquement, par les efforts positifs indéniables entrepris par ces derniers dans le domaine de l'éducation, de la santé et de la lutte contre la pauvreté.

La Banque Mondiale et le FMI estiment que 9 autres pays sont sur la bonne voie et pourraient bénéficier de l'accord bientôt.

La balle est donc dans le camp du G8 dont la principale contrainte est de définir les mécanismes de financement qui permettront de cerner, dans le cadre de cette initiative, les ressources nécessaires aux PPTÉ, sans pénaliser les institutions financières internationales

(FMI, Banque Mondiale, BAD) afin de ne pas tarir les moyens du "sourcier".